



PARIS 2015 : UN TOURNANT DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE?

Lucas Demuelenaere – SPF SPSCAE (Service climat)

✉ : Lucas.demuelenaere@environnement.belgique.be

🐦 : @ldemuele



COP21 • CMP11
PARIS 2015

Structure de la présentation

I. RAPPEL DU CONTEXTE SCIENTIFIQUE

II. PLONGEE DANS LE MONDE DE LA COP21

III. ANALYSE DES ELEMENTS CLES DE L'ACCORD

- Ambition / objectifs
- Atténuation
- Adaptation / Pertes et préjudices
- Support financier
- Transparence et suivi des progrès
- Aspects légaux de l'accord
- Conclusions

IV. ET MAINTENANT ?



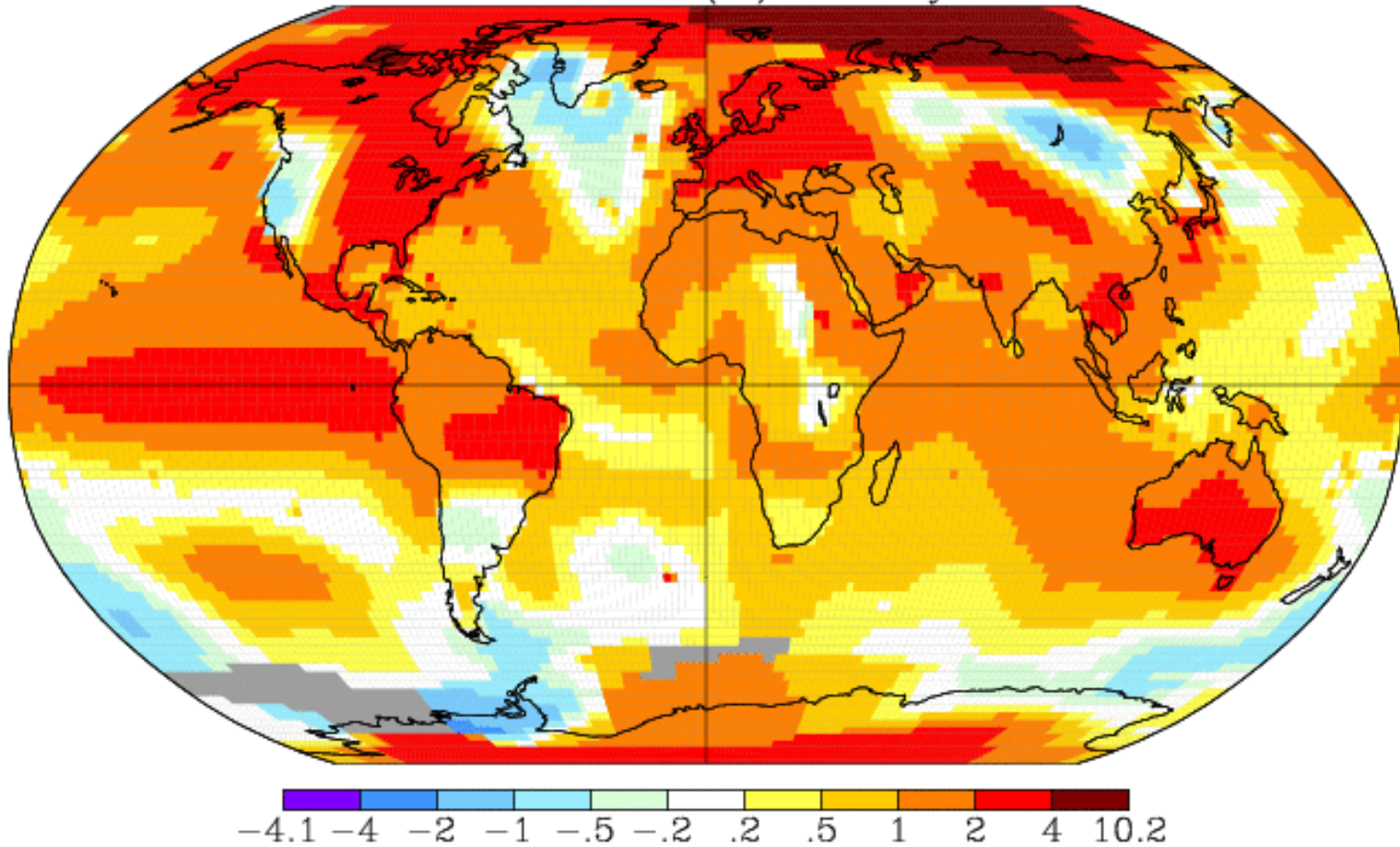
RAPPEL DU CONTEXTE SCIENTIFIQUE



November 2015

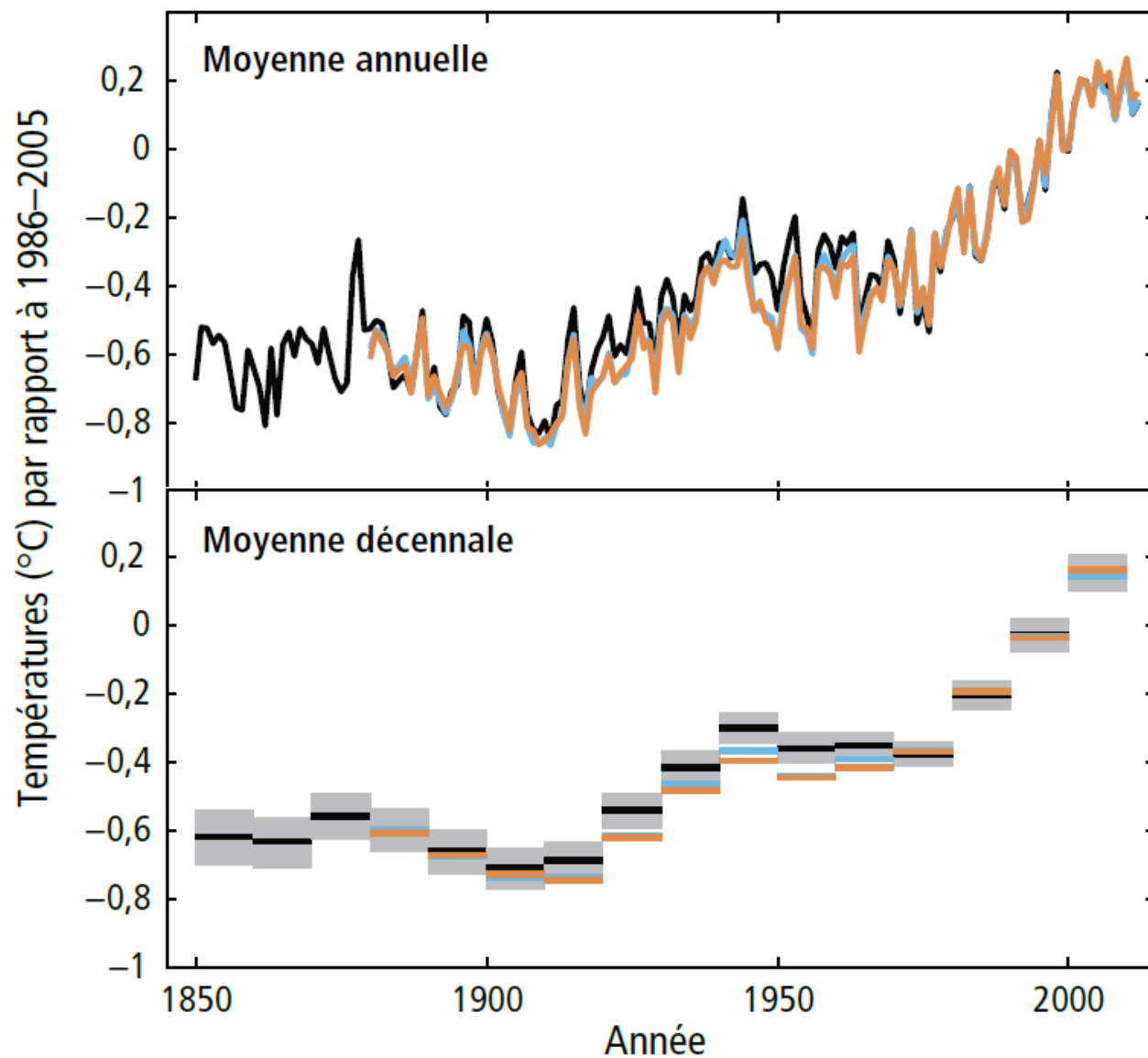
L-OTI(°C) Anomaly vs 1951-1980

1.05

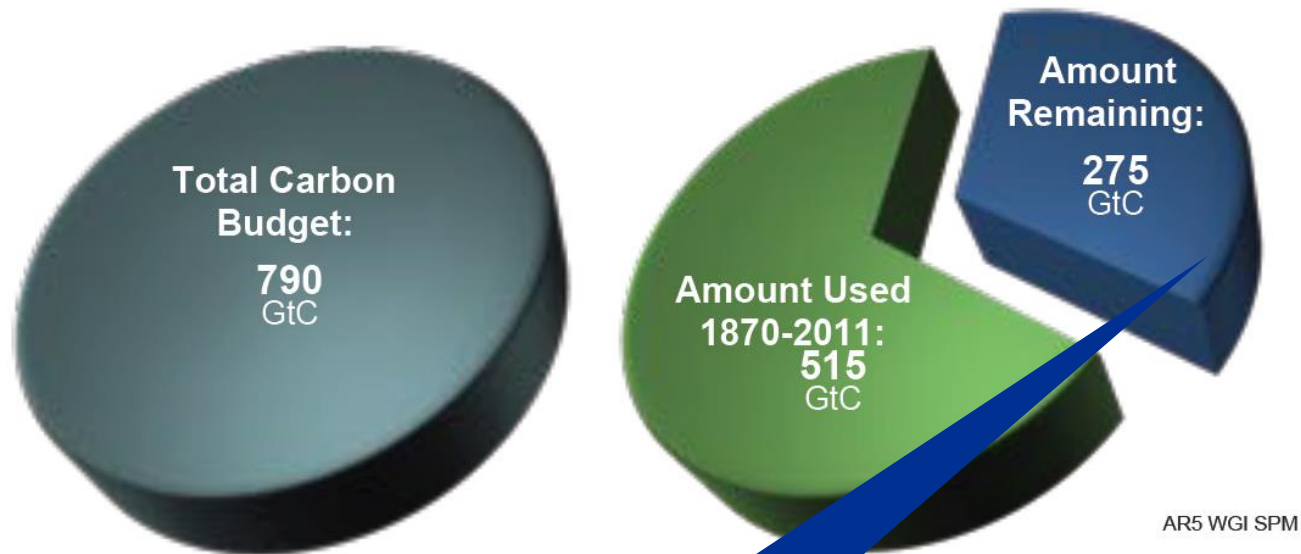


Anomalie de température Novembre 2015 (NOAA)

Anomalies des températures moyennes en surface, combinant les terres émergées et les océans, observées entre 1850 et 2012

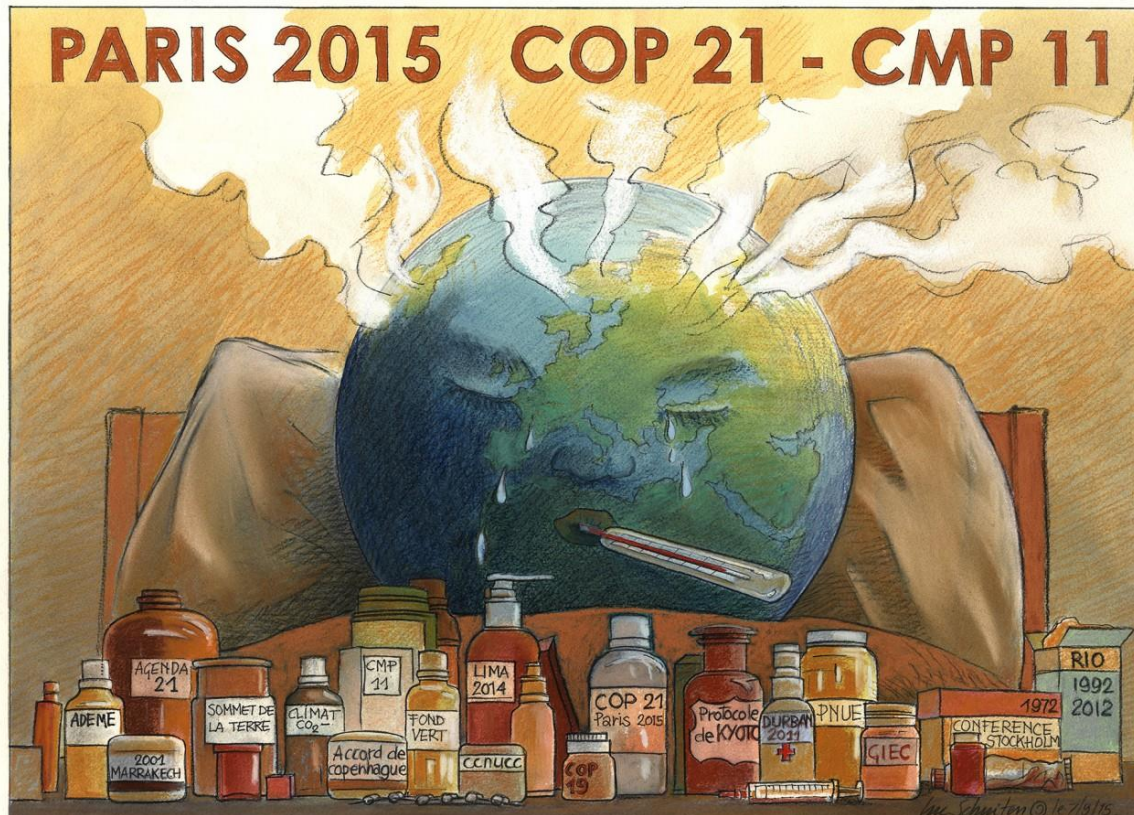


Enjeu: contenir les émissions mondiales pour limiter le réchauffement à maximum 2°C



**25 ans
d'émissions au
rythme actuel**

PARIS 2015 COP 21 - CMP 11



PLONGÉE DANS LE MONDE DE LA COP21





- **196 Parties**
- **150 chefs d'état et de gouvernement**
- **Plus de 30 000 participants**
- **Un défi logistique et diplomatique relevé haut la main par la France**



COP21-CMP11
PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE

Des déclarations...



...des négociations



des manifestations...



... et une multitude d'événements



La Belgique à la COP.21

*Une équipe d'experts issus
des 4 coins du pays...*



*...une ouverture à la société civile
et un dialogue constant avec les
représentants des différentes
autorités*

ur les Changements Climati

COP21/CMP11

Paris, France



United Nations

FCCC/CP/2015/L.9/Rev.1



Framework Convention on
Climate Change

Distr.: Limited
12 December 2015

Original: English

Conference of the Parties
Twenty-first session
Paris, 30 November to 11 December 2015

Agenda item 4(b)
Durban Platform for Enhanced Action (decision 1/CP.17)
Adoption of a protocol, another legal instrument, or an
agreed outcome with legal force under the Convention
applicable to all Parties

ADOPTION OF THE PARIS AGREEMENT

Proposal by the President

Draft decision –/CP.21

The Conference of the Parties,

Recalling decision 1/CP.17 on the establishment of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action,

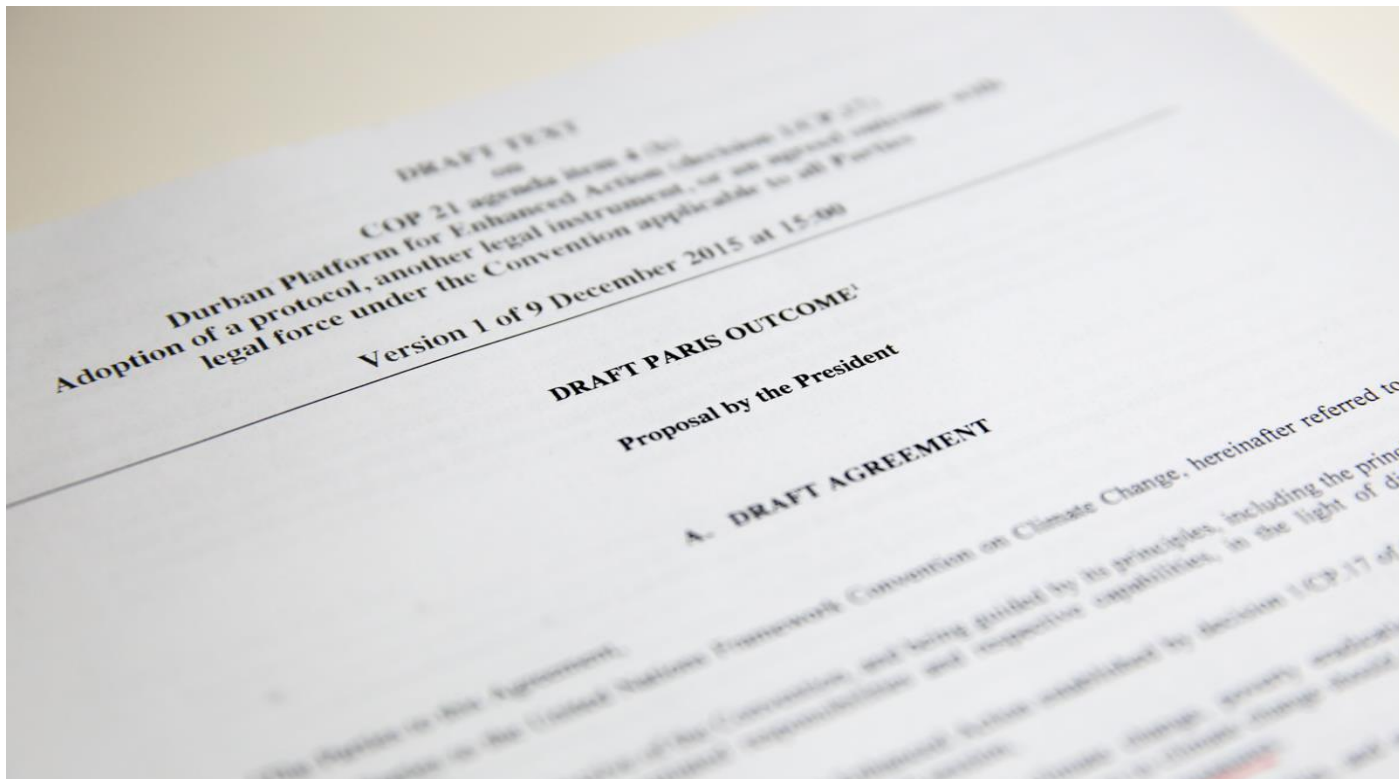
Also recalling Articles 2, 3 and 4 of the Convention,

Further recalling relevant decisions of the Conference of the Parties, including decisions 1/CP.16, 2/CP.18, 1/CP.19 and 1/CP.20,

Welcoming the adoption of United Nations General Assembly resolution A/RES/70/1, “Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development”, in particular its goal 13, and the adoption of the Addis Ababa Action Agenda of the third International Conference on Financing for Development and the adoption of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction,

Recognizing that climate change represents an urgent and potentially irreversible threat to human societies and the planet and thus requires the widest possible cooperation by all countries, and their participation in an effective and appropriate international response, with a view to accelerating the reduction of global greenhouse gas emissions,





ANALYSE DES ELEMENTS CLES DE L'ACCORD



Groupes et alliances

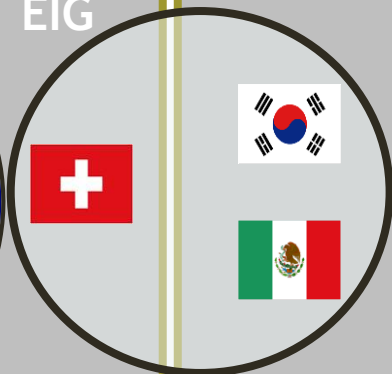
Annexe 1 (“NORD”)

Non-Annexe 1 (“SUD”)

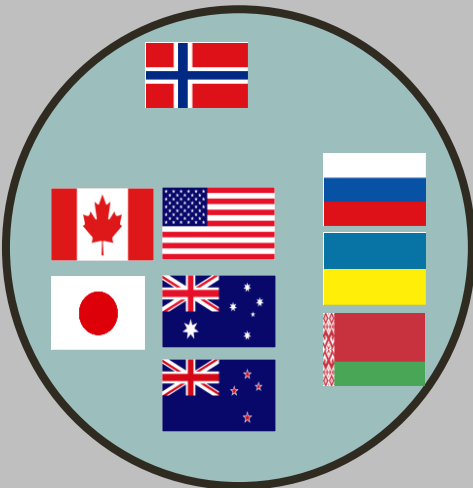
EU 28+



EIG



Umbrella Group



G77+China

LDCs (48)



African Group (53)

AOSIS (39)



AILAC



BASIC



LMDC

ALBA

Arab Group



COMMERCE

COMPETITIVITE

ACCES A L'ENERGIE

GENRE

ERADICATION DE LA PAUVRETE

MIGRATION

DIVERSIFICATION ECONOMIQUE

DROIT A LA SURVIE

SOUVERAINETE

ACCES EQUITABLE AU DEVELOPPEMENT DURABLE

DROITS DE L'HOMME

JUSTICE CLIMATIQUE

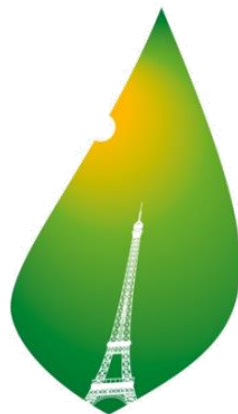
TRANSITION JUSTE

PROPRIETE INTELLECTUELLE

SECURITE

L'impossible équilibre ?

Ambition



COP21 • CMP11
PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE

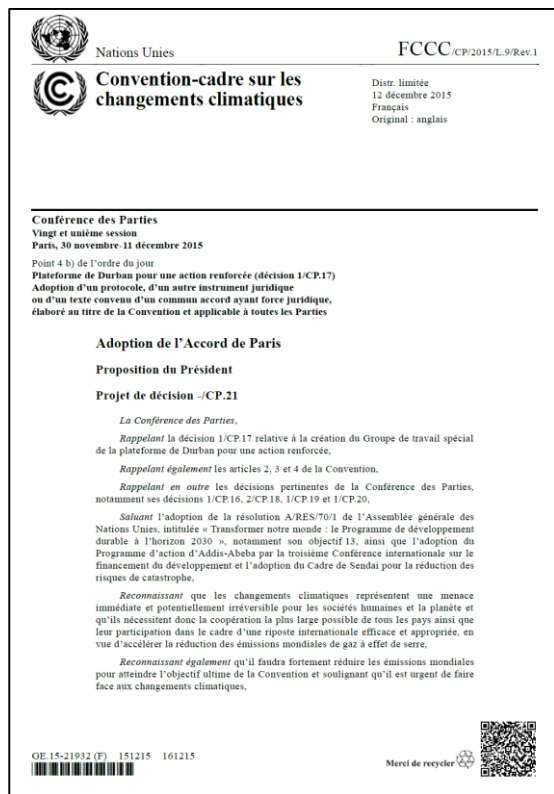


Equité



Solidarité

L'Accord de Paris: éléments clés



- **Ambition / objectifs**
 - **Atténuation & cycle d'ambition**
 - **Adaptation / Pertes & préjudices**
 - **Support financier**
 - **Transparence & suivi des progrès**
 - **Aspects légaux**
- + élément transversal : **différenciation**

- **un texte de 12 pages**
- **assorti d'un set de décisions de la COP (plan pour la mise en œuvre de l'accord + action pré-2020)**

Accord universel et contraignant

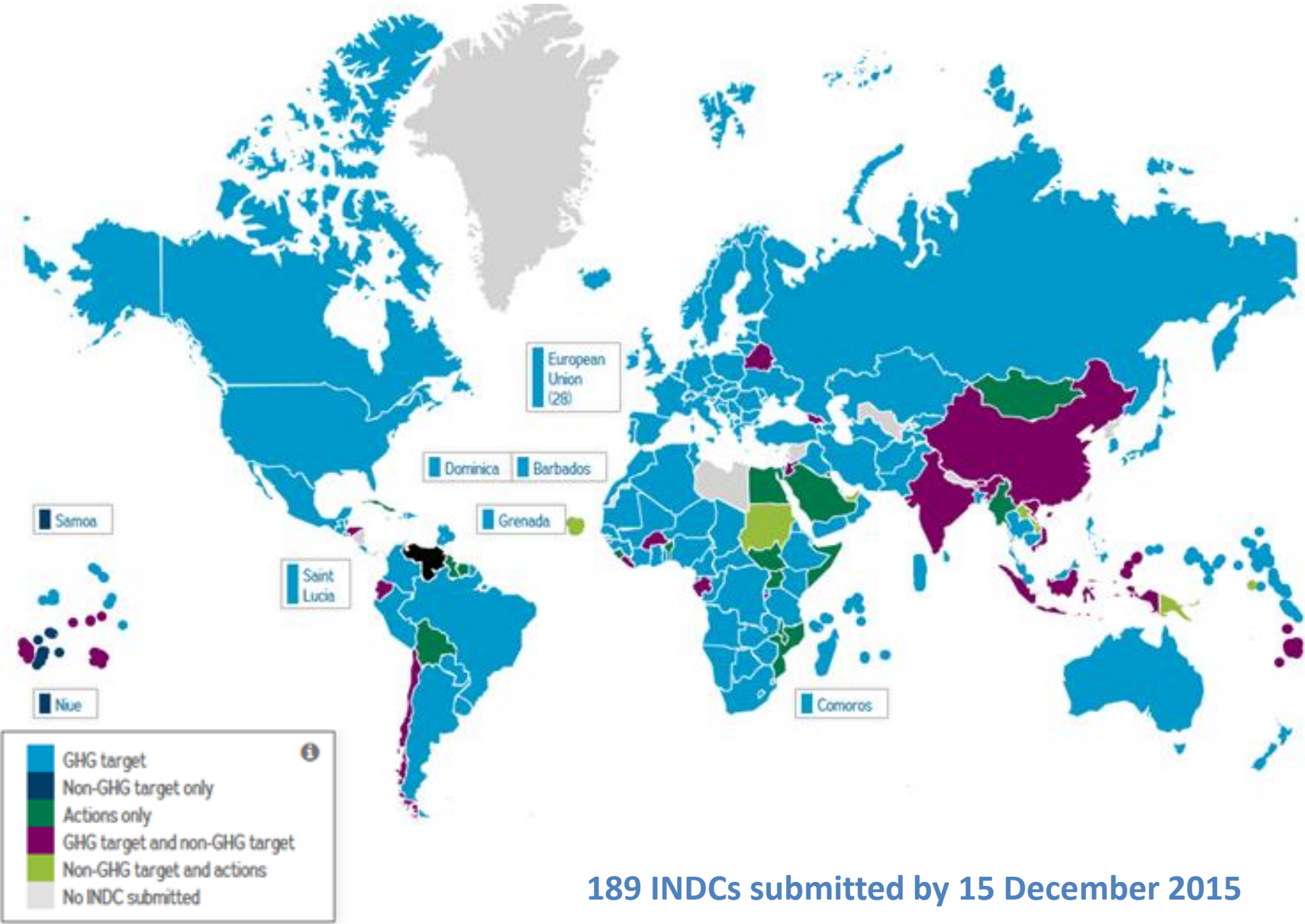
Mandat de Durban

- « un protocole, un autre **instrument juridique** ou un texte convenu d'un commun accord ayant valeur juridique, **applicable à toutes les Parties** »

Accord de Paris

- « **Chaque Partie** établit, communique et actualise les **contributions déterminées au niveau national** successives qu'elle prévoit de réaliser. Les Parties prennent des mesures internes pour l'atténuation en vue de **réaliser les objectifs desdites contributions** ». (art. 4.2)
- « **Chaque Partie** communique une contribution déterminée au niveau national **tous les cinq ans** » (art 4.9)
- « **Toutes les Parties** s'emploient à formuler et communiquer des **stratégies à long terme** de développement à faible émission de gaz à effet de serre »
- « **Chaque Partie** fournit régulièrement les **informations** ci-après : ... » (art. 13)
- etc...

Universel...



Source : World Resources Institute

...et différencié

- Les **principes** de la Convention restent la référence (équité, CBRD&RC, Leadership des pays développés)
- Distinction **pays développés - PVD**
MAIS **pas** de références aux **annexes de la Convention**
- Considérations pour les **plus vulnérables** et les **plus pauvres**
- ***“Différentiation différenciée”***:
 - certaines obligations en commun, d’autres différenciées
 - certains aspects contraignants “durs”, d’autres plus “soft”
- **Self-differentiation**: efforts décidés **bottom-up**
(NDC - Contributions déterminées au niveau national)

Ambition / Objectifs

➤ Vision:

- « **renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté** »

➤ Objectif de limitation du réchauffement à long terme:

- « **nettement en dessous de 2 °C** par rapport aux niveaux préindustriels »
- « **poursuivre l'action menée pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les impacts** »

➤ Transformation de l'économie et du financement / des investissements

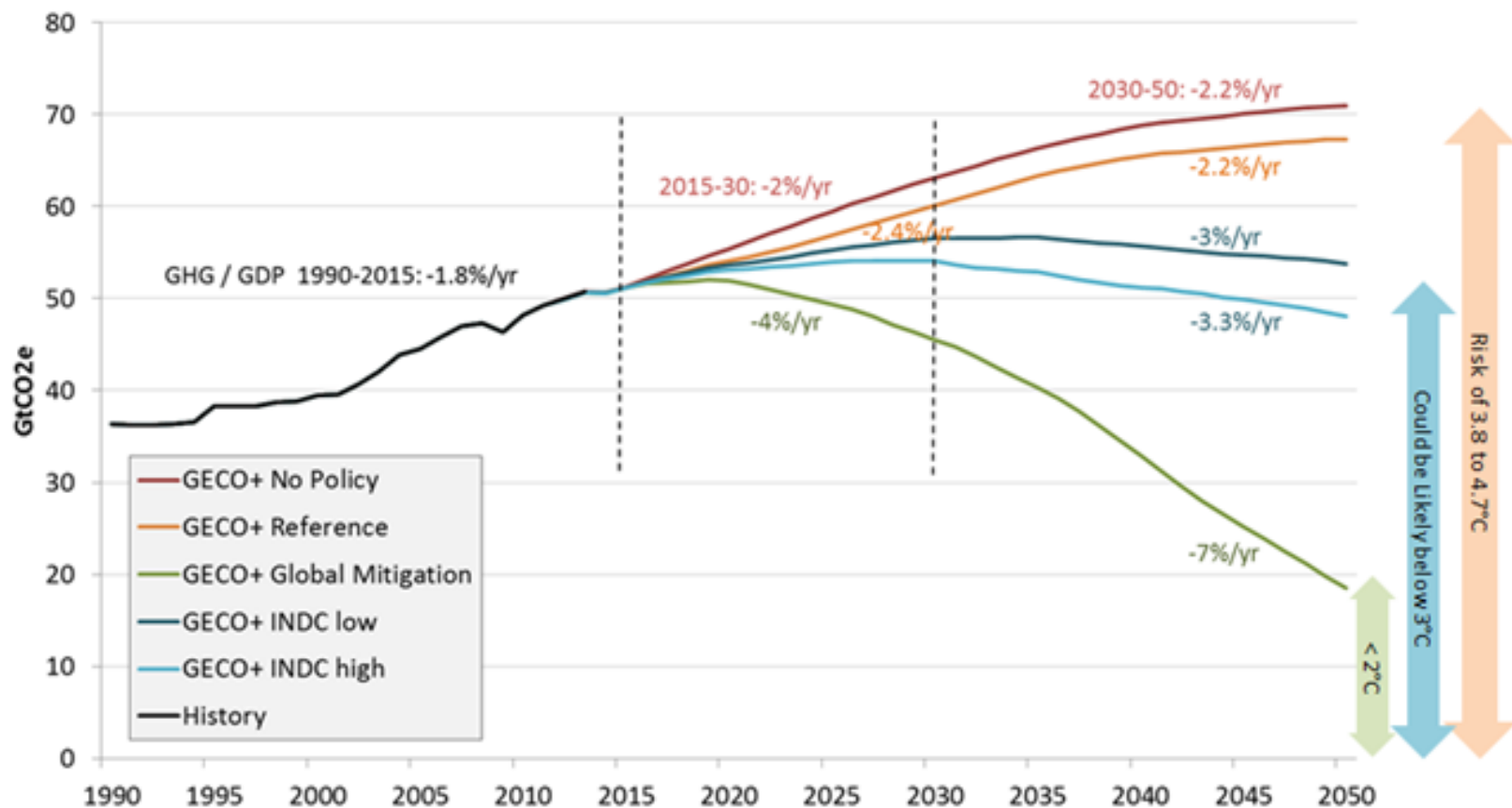
- « **promouvoir la résilience aux changements climatiques et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire** »
- « **rendre les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques** »

Atténuation

➤ Objectifs

- « **plafonnement des émissions dans les meilleurs délais**, étant entendu que le **plafonnement prendra davantage de temps pour les pays en développement** »
 - « **opérer ensuite des réductions rapides conformément aux meilleures données scientifiques disponibles** »
 - « **équilibre entre les émissions (sources) et les absorptions (puits) de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle** »
- ## ➤ Approche « bottom-up » des engagements (contributions nationales)
- **Toutes les parties contribuent à l'effort via les « Contributions déterminées nationalement »** communiquées tous les 5 ans (NB: actualisations doivent représenter une **progression** vers plus d'ambition)
 - « **Toutes les Parties formulent et communiquent des stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre** » (en 2020)
- ## ➤ Bilan périodique (« global stocktake ») et révision des engagements (**cycle d'ambition**)
- **2018**: dialogue, informé par un rapport GIEC
 - « **premier bilan mondial en 2023 et tous les cinq ans par la suite** »
 - « **Les résultats du bilan mondial éclairent les Parties dans l'actualisation et le renforcement de leurs mesures et de leur appui** » (2020)

Impact des contributions nationales annoncées (INDCs)



Source: European Commission (JRC)

Adaptation / Pertes & préjudices

➤ Adaptation

- **Objectif mondial:** « *renforcer les capacités d'adaptation, accroître la résilience aux changements climatiques et réduire la vulnérabilité, en vue de contribuer au développement durable* »
- Obligations en matière de **planification, communication, coopération**
- **Support financier renforcé** (priorité pour les pays en développement particulièrement vulnérables)

➤ Pertes et préjudices

- Reconnaissance de « *la nécessité d'éviter ou réduire au minimum les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques et d'y remédier, ainsi que du rôle joué par le développement durable dans la réduction du risque* »
- **Pas de compensations financières** liées à la responsabilité des émetteurs
- **Coopération** (systèmes d'alertes, assurances,...) et consolidation du **“Mécanisme international de Varsovie”**

Support financier

➤ Qui paye ?

- « **Les pays développés** fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement »
- « **Les autres Parties sont invitées** à fournir ce type d'appui à titre volontaire »

➤ Combien ?

- **100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025** (plancher)
- « **progression par rapport aux efforts antérieurs** »

➤ Pour qui et pour quoi ?

- « **équilibre entre l'adaptation et l'atténuation** »
- « **Prise en compte des priorités et besoins des pays en développement, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables et dont les capacités sont très insuffisantes comme les pays les moins avancés, et les petits États insulaires** »

➤ Sources

- « **large éventail de sources**, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics »

➤ Communication

- **informations transparentes et cohérentes sur l'appui fourni et mobilisé par des interventions publiques (+ sur les montants prévus)**

Conclusion

- Accord de Paris: probablement le « meilleur accord possible »
- Succès de la COP rendu possible grâce à:
 - Mobilisation sans précédent d'acteurs étatiques et non-étatiques
 - « Momentum » politique
 - Présidence FR de la COP (transparence, confiance, « inclusivité », écoute)
- Un accord équilibré et plusieurs avancées majeures (portée universelle, ambition, cadre de transparence, support à ceux qui en ont le plus besoin)...
- ...mais un grand écart entre ambition et contributions déterminées nationalement
- Principaux enjeux « post-Paris »:
 - Renforcer les actions nationales / mettre en place les LEDS
 - Rediriger/mobiliser l'investissement vers l'économie « bas-carbone »
 - Contrôler les émissions des « bunker fuels » (transport aérien/maritime)



ET MAINTENANT ?



“Getting 196 Countries To Agree On Climate Change Was The Easy Part. Now comes the real work.”

(C. Figueres, World Economic Forum 2016, Davos)

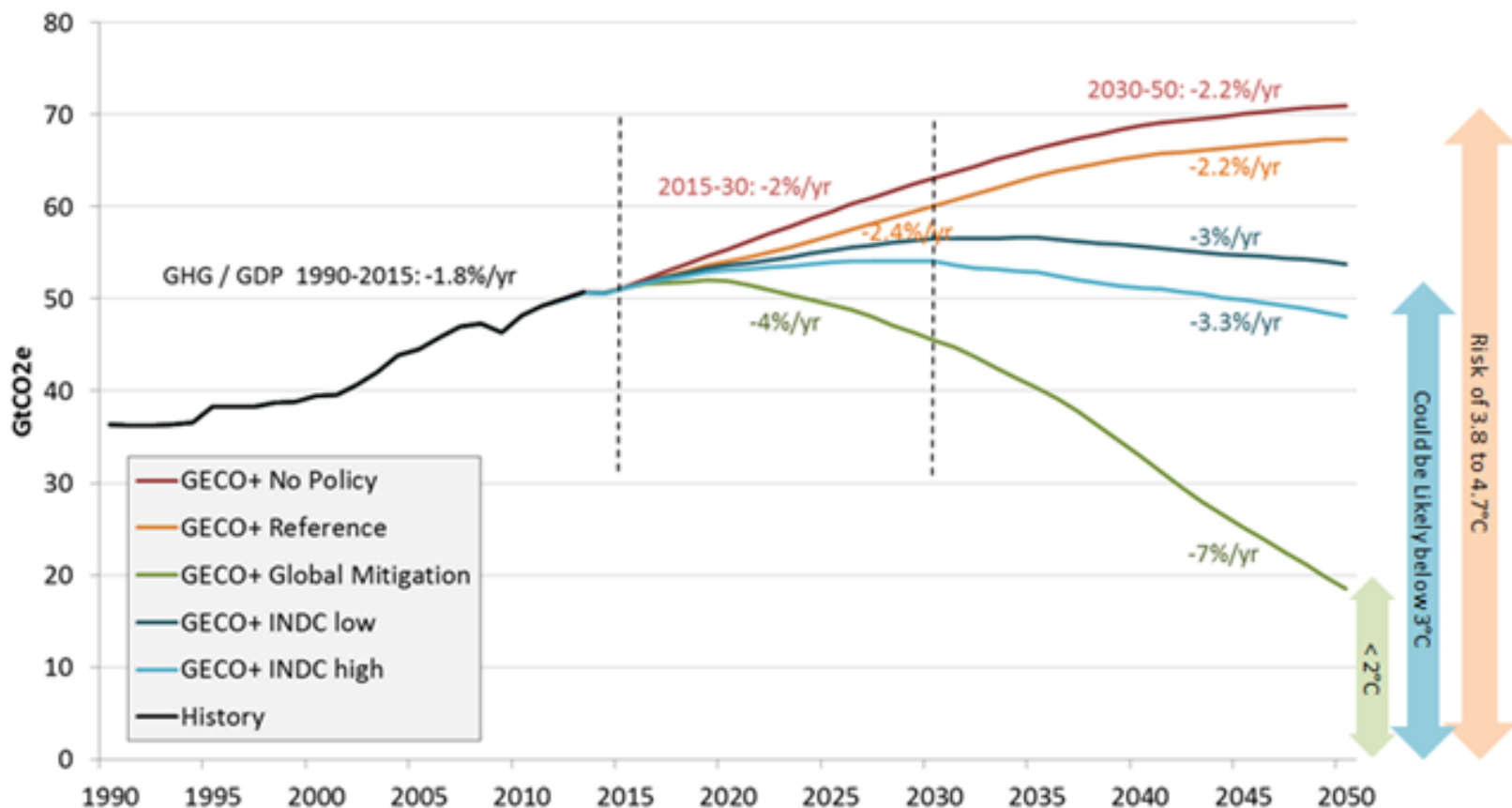


*“Today we celebrate, tomorrow we have to act.
This is what the world expects from us.”*

(M. Arias Cañete, COP21)



Aperçu du défi au niveau international



Source: European Commission (JRC)

Demain, l'Union européenne devra agir...

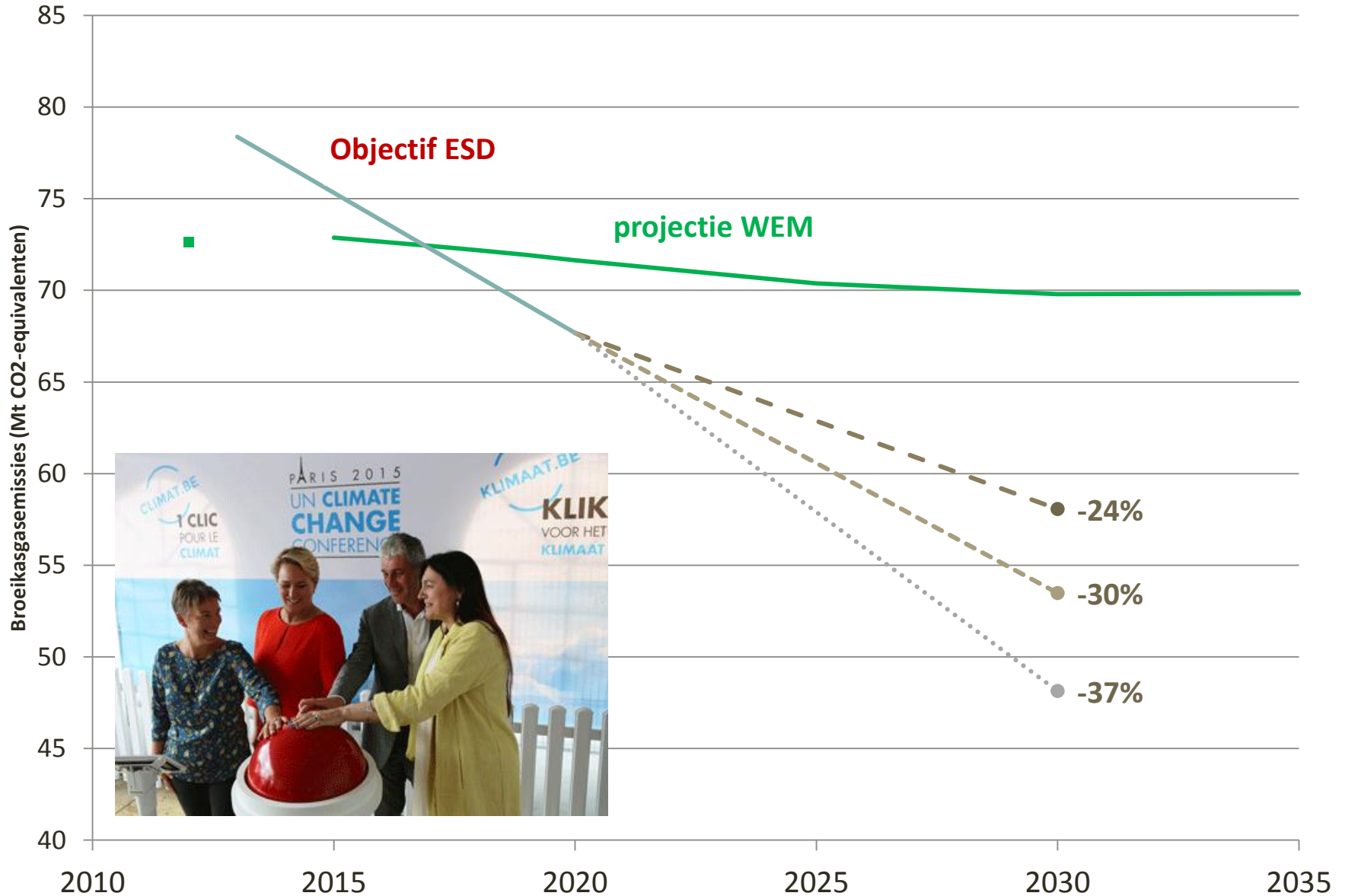
European Council 18 December 2015

*“It invites the **Commission** and the **Council** to assess the results of COP21 **by March 2016**, in particular in view of the 2030 climate and energy framework and to prepare the next steps.”*

Questions potentielles au niveau européen :

- Augmenter le **niveau d'ambition pré-2020** ?
- **Nouvel INDC** d'ici 2018 ?
- Comment prendre en compte l'objectif des 1,5°C ?
- Revoir la feuille de route 'Europe bas-carbone' ?
- Intégrer le cycle de révision dans les processus UE comme **l'Energy Union** ?
- Comment réaliser les objectifs de **financement climat** ?
- ...

... tout comme la Belgique !



State of the Energy Union 2015

GHG Emissions

- LU, IE, **BE** and AT are **not on track** ...
- **BE** projections fall short of 2020 target by 6 percentage points.
- ...
- Certain features of the **BE tax system** are **environmentally harmful** (including tax treatment for company cars)

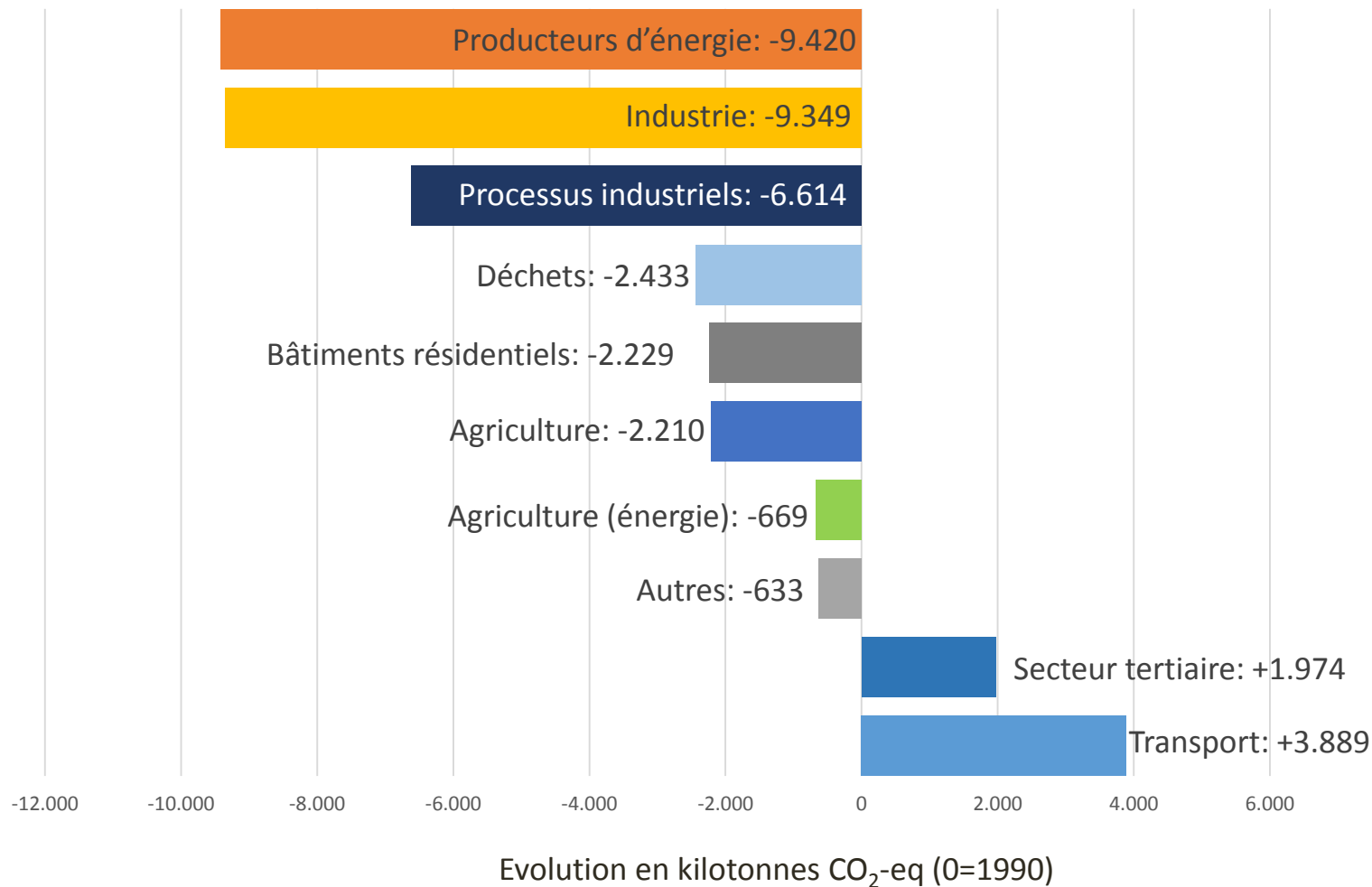
RES

FR, LU, MT, NL, UK and to a lesser extent **BE** and ES, **need to assess** whether **their policies** are sufficient and effective





EE

- **Increase in energy consumption** 2012-2013 mainly due to **BE**, CZ, DE, IE, FR, HU, NL, AT, SK and UK.
- **BE**, EE, FR, DE, NL, PL and SE **need to reduce energy consumption at a higher rate** in 2014-2020 than in 2005-2013

Evolution des GES belges par secteurs (1990-2013)



“Burden sharing” (répartition des objectifs 2013-2020)

Doelstellingen voor 2020	BEL	VL 	WAL 	BHG 	FED 
Non-ETS (tov 2005)	-15%	-15,7%	-14,7%	-8,8%	PAMs
Hernieuwbare Energie					
- Total	13% = 4,224 Mtoe	2,156 Mtoe	1,277 Mtoe	0,073 Mtoe	0,718 Mtoe
- Transport	10%	PAMs	PAMs	PAMs	10%
Veilingsopbrengsten					
- Huidige opbrengsten	326 miljoen €	53%	30%	7%	10%
- Opbrengsten tot 2020		52,76%	30,65%	7,54%	9,05%
Internationale klimaatfinanciering	50 miljoen €/jaar	14,5 M€	8,25 M€	2,25 M€	25 M€

- Objectif efficacité énergétique (-18% conso. énergétique en 2020):
(NB: objectif non contraignant → pas de répartition interne)
- Monitoring, Rapportage & “compliance” annuel!
- Accord politique disponible sur le site de la CNC : www.cnc-nkc.be (textes légaux)

Répartition des compétences

	Federal	Regions	Communities
Environment	+	++	-
Energy	++	++	-
Transport	+	++	-
Land use planning	-	++	-
Agriculture	-	++	-
Education	-	-	++
Taxation	++	+	-
Research	++	++	++
Foreign Affairs	++	+	+
...			

Répartition des compétences

	Etat fédéral	Régions
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • coordination de la politique internationale (dont la politique en matière de climat) • politique des produits (par ex. : normes de produits et sanctions pénales correspondantes) • milieu marin 	<ul style="list-style-type: none"> • protection de l'air et du sol • protection et conservation de la nature • protection et distribution d'eau
Energie	<p>Les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert un traitement égal sur le plan national:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les études prospectives en énergie • le cycle du combustible nucléaire • la production de l'énergie, y compris offshore • les grandes infrastructures d'approvisionnement et de stockage en énergie • le transport d'énergie • la politique des prix finaux de l'énergie pour le consommateur, en ce compris la politique sociale des prix • l'efficacité énergétique des bâtiments fédéraux • aspects de la fiscalité (impôts, accises etc...) [1] 	<ul style="list-style-type: none"> • la distribution et le transport local d'électricité au moyen de réseaux dont la tension nominale est inférieure ou égale à 70.000 volts • les tarifs de distribution (gaz et électricité) [2] • a distribution publique de gaz • l'utilisation du grisou et du gaz de hauts fourneaux • les réseaux de distribution de chaleur à distance • la valorisation des terrils • les sources nouvelles d'énergie à l'exception de celles liées à l'énergie nucléaire • la récupération d'énergie par les industries et autres utilisateurs • l'utilisation rationnelle de l'énergie
Transports	<ul style="list-style-type: none"> • aéroport national et chemins de fer • accises sur les carburants • normes techniques des véhicules 	<ul style="list-style-type: none"> • autoroutes, voies navigables, ports, aéroports régionaux • transports en commun et transports scolaires • imposition sur les véhicules

[1] Afin d'éviter toute interférences du pouvoir fédéral sur des matières relevant de la compétence des régions, les dépenses fiscales pour l'économie d'énergie ont été abrogées par l'Autorité fédérale, à l'exception de l'isolation des toits.

[1] Pour l'électricité, cela ne concerne pas les tarifs des réseaux qui remplissent une fonction de transport, même s'ils ont une tension nominale égale ou inférieure à 70.000 volts.

Plans climat des trois régions

Région flamande: Vlaams Klimaatbeleidsplan 2013-2020 (Mitig. & adaptation)

(<http://www.lne.be/themas/klimaatverandering/klimaattips/klimaattips/wat-doet-de-vlaamse-overheid/vlaams-klimaatbeleidsplan>)

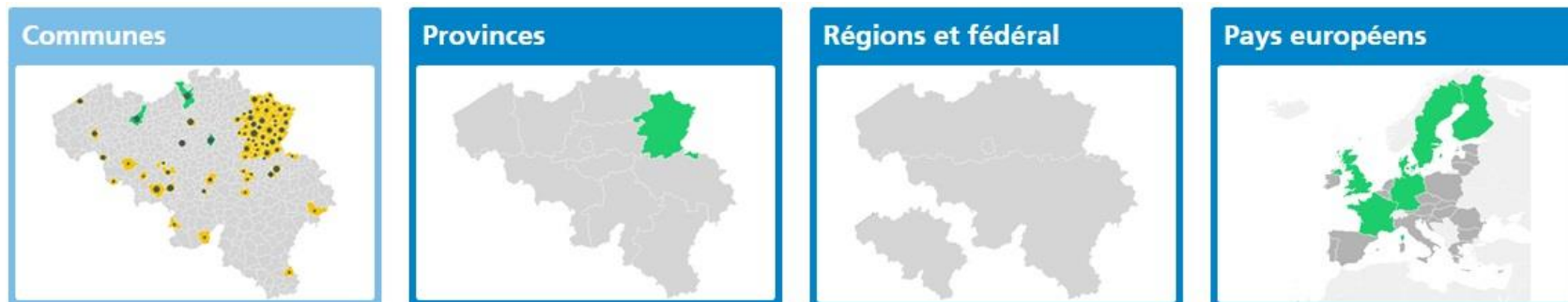
Région wallonne: Plan Air - Climat – Energie

(<http://www.awac.be/index.php/thematiques/changement-climatique/les-actions-chgmt-clim/plan-pace>)

Région de Bruxelles-Capitale: Projet de Plan Air-Climat-Energie

(<http://www.leefmilieu.brussels/themas/lucht-klimaat/acties-van-het-gewest/lucht-klimaat-en-energie-een-geintegreerde-visie>)

Au niveau local, ça bouge aussi!



Cliquez directement sur une commune pour voir ses engagements, ou [cliquez ici](#) pour consulter un tableau de synthèse des initiatives communales.

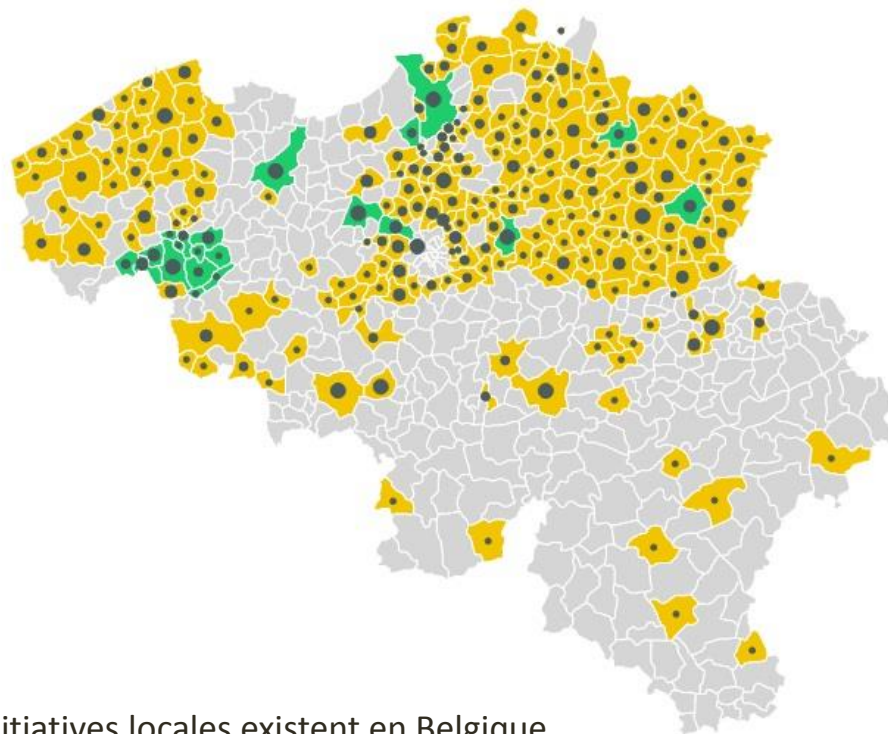
Légende

Le nombre d'habitants :

- < 15.000 habitants
- 15.000 > 30.000 habitants
- 30.000 > 75.000 habitants
- > 75.000 habitants

Les initiatives :

- Initiatives à moyen terme
- Initiatives à long terme



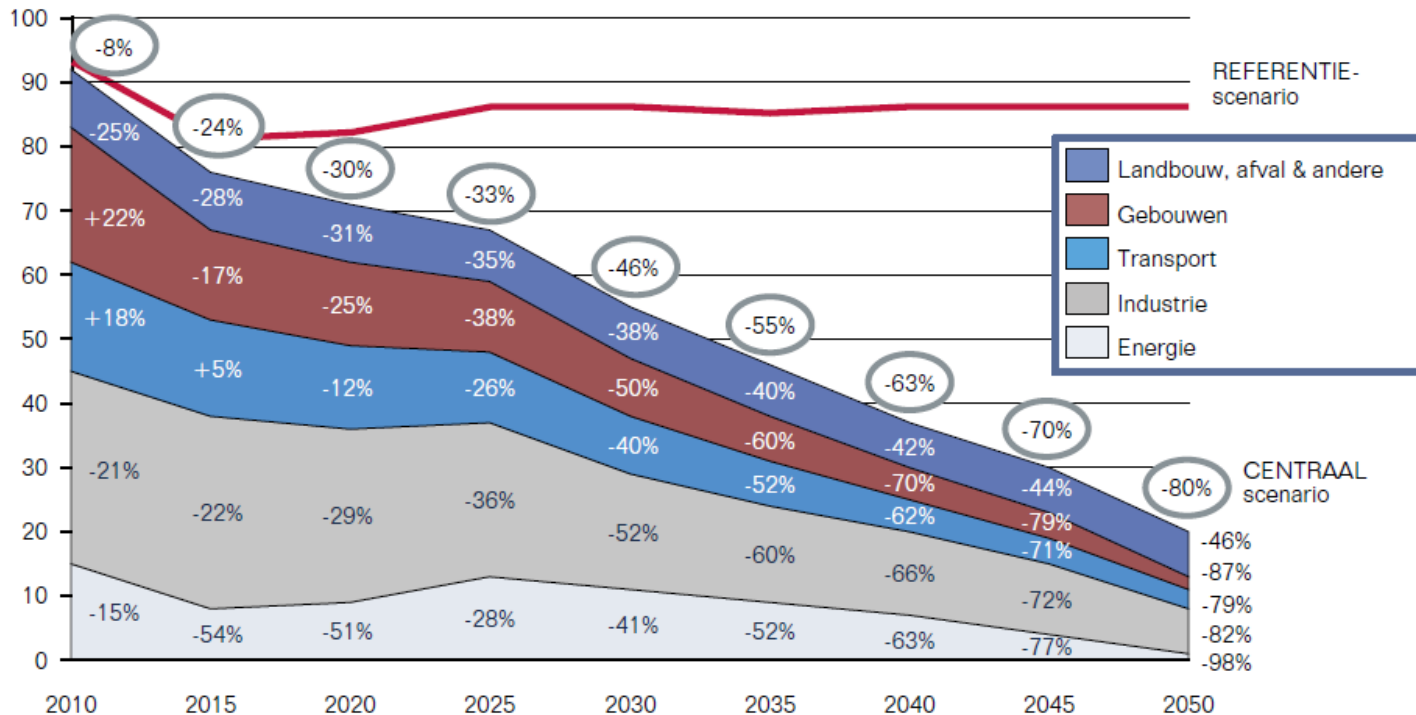
Attention: de (très) nombreuses initiatives locales existent en Belgique. Cette carte ne reprend que les initiatives publiques sur le long-terme pour lesquelles des objectifs de réduction d'émissions ont été fixés (Pacte des Maires).



QUELQUES UNES DE NOS INITIATIVES



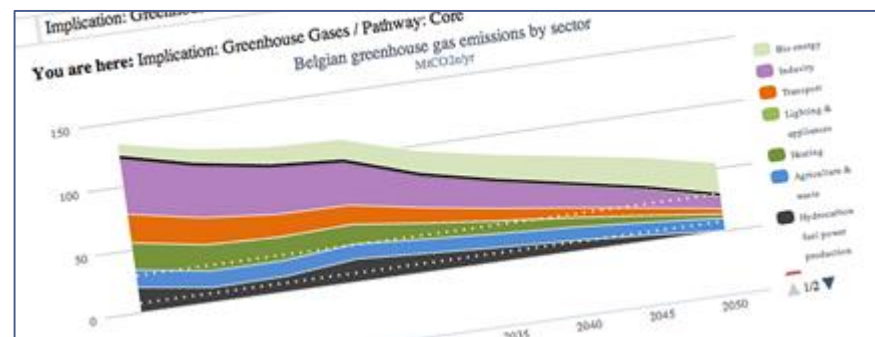
Transition bas-carbone en Belgique



Evolution des émissions belges de gaz à effet de serre par secteur et au total, par rapport à 1990 (en %) dans le scénario CENTRAL (index: 1990 = 100)

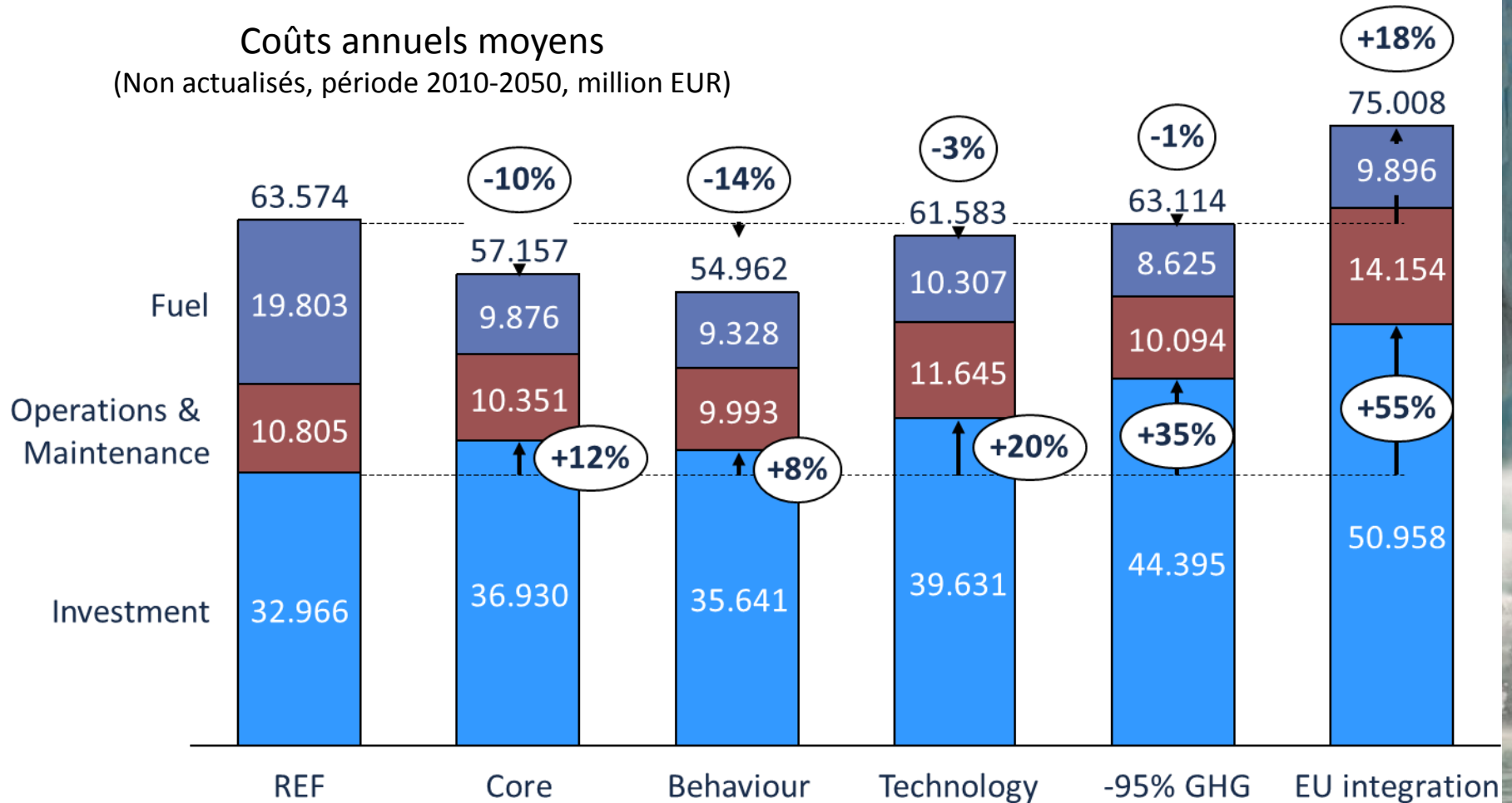
(Etude "Scénarios pour une Belgique bas carbone à l'horizon 2050", SPF SSCE, Climact, Vito, 2013)

Créez votre propre scénario bas-carbone sur
www.climat.be/2050



Coûts annuels moyens

(Non actualisés, période 2010-2050, million EUR)



My 2050

Create your own scenario for a low carbon society by 2050

Coming soon!

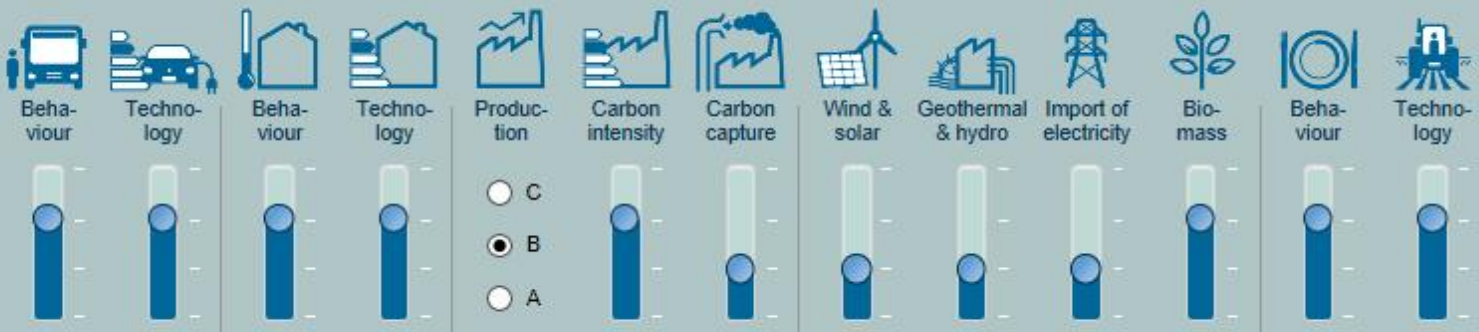


 federale overheidsdienst
VOLKSGEZONDHEID,
VERLICHTHEID VAN DE VOEDSELKETTEN
EN LEEFMILIEU

CLIMATE
MEDIA
FACTORY

CLIMACT





Net electricity exports: -4%

Go to your results

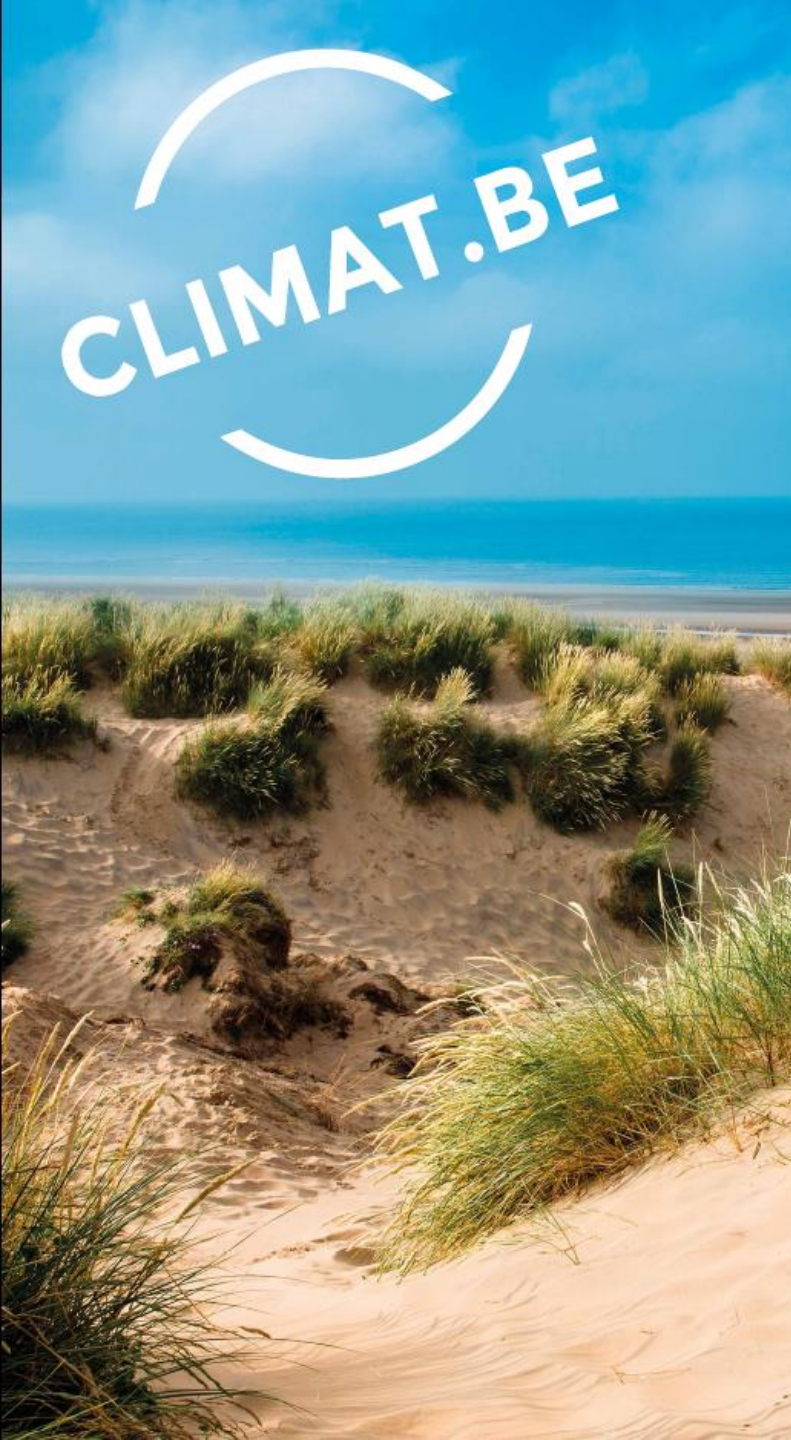
▶ TRANSPORT

▶ BUILDINGS

▶ INDUSTRY

▶ ENERGY SUPPLY

▶ AGRICULTURE



Merci !

Lucas.demuelenaere@environment.belgium.be

www.climat.be

www.climat.be/2050